Déclaration de l'Unsa-Éducation
CTSD du 16 novembre 2021

Monsieur l'inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Ce CTSD se réunit aujourd'hui pour faire un bilan de la rentrée. Pour l'UNSA Éducation, la satisfaction des personnels de retrouver les élèves est une caractéristique positive et importante de ce début d'année scolaire. Jusqu'aux vacances d'automne, s'il n'était pas encore possible de parler d'un retour à la normale, une certaine stabilité prévalait.

Cette amélioration semble devoir maintenant se décliner au passé. Dans son allocution, le président de la république a déclaré « le port du masque à l'Ecole sera donc pour le moment maintenu ». Le ministère a annoncé quelques heures plus tard le retour au niveau 2 de l'ensemble des départements pour hier, lundi 14 novembre. Si la décision n'est pas une surprise en soi compte-tenu de l'évolution des taux d'incidence, la méthode des annonces au grand-public avant le partage d'informations avec ceux qui les mettent en œuvre est toujours aussi exaspérante. Et le renforcement des mesures sanitaires peu de temps après leur allègement est le scénario que nous avions craint et dénoncé dès les annonces gouvernementales de fin septembre. Les équipes en élémentaire vont devoir réhabituer les élèves à remettre le masque avec toute la difficulté que l'on connait pour réinstaller une contrainte supprimée. C'est aussi avec les familles qu'il faudra sans doute discuter pour faire accepter ce nouveau revirement de situation, dont toutes ne perçoivent pas l'intérêt. Une fois de plus, ce sont les enseignants qui se retrouveront seuls confrontés à la grogne de certains parents !

La crise sanitaire a aggravé la dégradation de la qualité de vie au travail. Mais elle ne l'a pas créée, les signaux d'alerte étaient déjà bien présents en mars 2020. L'UNSA Education demande des perspectives pour des améliorations durables. Pour que les personnels retrouvent la satisfaction au travail, il faut restaurer la reconnaissance et le respect.

La reconnaissance et le respect passent notamment par les conditions de rémunération. Pour l'UNSA Éducation, le constat à ce stade de l'agenda social est hétérogène. Certains points marquent un début d'évolution positive, comme l'extension des bénéficiaires de la prime d'attractivité pour les enseignants, CPE et PsyEN. Mais il ne s'agit que d'un premier petit pas, les carrières enseignantes restent en attente d'une loi de programmation. Il reste encore beaucoup à faire et notre fédération compte bien poursuivre autant que possible ce travail.
Au-delà du salaire, d'autres facteurs contribuent à la lassitude des personnels. Pour l'UNSA Éducation, la reconnaissance et le respect nécessaires passent également par le fait d'avoir

les moyens d'exercer son métier. Dans notre département, l'absence de psychologue de l'Education Nationale année après année dans certains secteurs ne permet pas d'accompagner de façon satisfaisante les enfants les plus fragiles, et nuit aux relations avec leurs familles. Et lorsque cela se conjugue avec une absence longue de l'enseignant référent, les collègues sont légitimement très inquiets : que reste-t-il de l'équipe pluridisciplinaire nécessaire à une réelle inclusion de tous les élèves ? Toujours dans le domaine de l'ASH, le nombre d'AESH est annoncé figé pour toute l'année scolaire : ceci suscite l'incompréhension des collègues lorsque, dans leur classe, des élèves en situation de handicap restent avec des temps d'accompagnement déconnectés de leurs besoins, voire non accompagnés, faute d'AESH disponible.
Dans ces situations sur lesquelles ils n'ont pas de prise, les personnels se retrouvent face à des dilemmes éthiques usants et décourageants.

Autre point de crispation à l'école primaire, la gestion du temps, qui devient plus complexe d'année en année. Toutes les directives ministérielles sont prioritaires ! Plan math, plan français, les constellations, la laïcité, les relations avec les parents, la restitution des évaluations, les ESS, équipe éducative, Gevasco, PPRE… sans oublier l'élaboration d'un plan de continuité pédagogique et le yoyo des mesures sanitaires de ces 18 derniers mois, demandant à chaque fois de revoir les modalités collectives de travail dans l'école. Les 108h débordent, les injonctions pleuvent et la surcharge de travail est réelle. Pour une majorité de collègues, le bien-être au travail n'est pas une réalité.

Dans le secondaire, les constats sont similaires : les enseignants ont dû s'adapter, depuis mars 2020, à de multiples situations inédites, pourtant aucune contrepartie n'est venue reconnaître les efforts consentis, bien au contraire. Ainsi, l'UNSA Education déplore que cette rentrée 2021 soit une nouvelle fois marquée par des suppressions d'heures, des suppressions de postes, la multiplication des postes partagés et l'explosion des heures supplémentaires que les enseignants ont été obligés d'accepter. Nous avons pu en constater les conséquences désastreuses sur les personnels comme sur les élèves lors de nos visites fédérales d'établissements dans le département : des classes surchargées, des services éclatés sur 2 voire 3 établissements, des emplois du temps fatigants, des postes manquants dans toutes les catégories de personnels (enseignants, administratifs, médico-sociaux…), une perte de sens des personnels, et de fait un mal être au travail, allant parfois jusqu'au burn-out.
Nos inquiétudes demeurent puisqu'au lieu de pallier ces difficultés, le ministre persiste dans ses mesures de destruction. En effet, le budget 2022 prévoit la suppression, dans le 2nd degré, de 480 emplois d'enseignants, qui s'ajoutent aux 1800 postes supprimés en 2021.

Concernant les AESH, leurs conditions de travail restent difficiles. Cette année, beaucoup d'AESH n'ont connu leur affectation que fin août ! Ce qui pour certains a posé des problèmes pour l'organisation professionnelle (cumul d'emploi) et personnelle. L'UNSA Education demande à ce que les affectations puissent être communiquées au plus tard mi-juillet pour limiter le stress engendré pour les personnels. La seconde source d'incompréhension est l'emploi du temps. Concernant le calcul du temps de travail hebdomadaire, l'UNSA Education demande une diffusion plus claire de l'articulation entre les heures « présence élèves » et les heures connexes. Une autre source d'angoisse pour une grande majorité des collègues AESH est la rémunération. L'engagement de l'Unsa-Éducation au niveau national a permis de faire

évoluer la grille indiciaire, d'avancer au 1er septembre 2021 la prise d'effet de ces mesures et d'assurer la reprise d'ancienneté du contrat. La majoration de l'indice à 340 pour la prise en compte de la hausse du SMIC est venue percuter la campagne de reclassement qui en découle. En effet, l'indice du 1er échelon de la nouvelle grille est 335, donc inférieur à 340. L'année dernière, l'UNSA Education avait alerté lors d'une audience Mme la Rectrice sur la "non-prise" en compte de l'évolution plus rapide du SMIC que de l'ancienneté dans le poste. L'UNSA Education demande à ce que la nouvelle grille soit revue au plus vite pour que l'ancienneté soit vraiment prise en compte.

Pessimiste l'UNSA Education, en ce début d'année ? Non, mais inquiète, parce que nous sommes profondément attachés au service publique de l'Education Nationale : nous mettons en rapport les signaux négatifs évoqués avec l'accroissement du déficit d'attractivité des métiers dans notre ministère. Dans notre baromètre annuel des métiers de l'Éducation, à la question « conseilleriez-vous votre métier à un jeune de votre entourage ? », nos collègues ne sont plus que 28 % à répondre oui. Parallèlement, nombreux sont les enseignants qui s'interrogent sur les possibilités de reconversion professionnelle. La prise en compte officielle semble pourtant ignorer ces constats. L'autosatisfaction permanente de notre Ministre, les opérations de communication qui donnent une vision tronquée de la réalité, deviennent insupportables aux acteurs de terrain.

Nous savons, Monsieur le Directeur Académique, que beaucoup des sujets soulevés ne relèvent pas de vous. Mais par votre intermédiaire, l'Unsa Education alerte à nouveau sur l'état de tension dans notre système éducatif ; et nous attendons des indications de votre part aux thématiques locales liées aux postes spécialisés de l'ASH(psy, remplacement d'enseignant référent, nombre d'AESH), et dans le secondaire aux postes partagés sur 3 établissements, ainsi qu'aux nouvelles suppressions annoncées.

Nous vous remercions de votre écoute.